

## La Suisse pendant les deux Guerres mondiales (1914-1945)



*Frère Nicolas, qui a prêché l'unité aux Confédérés au cours du XV<sup>e</sup> siècle, a été invoqué pendant les deux guerres comme un saint-patron protecteur. Peinture de 1944 dans la chapelle Emmaüs près de Bremgarten, canton d'Argovie. © DFAE, Présence Suisse*

Dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, la Suisse a connu non seulement deux guerres mondiales, mais également un entre-deux guerres marqué par une profonde crise économique et un grand désarroi politique. Tenue à l'écart des conflits, elle a néanmoins subi de plein fouet les événements politiques survenant à l'étranger.

Cette période a souligné l'importance de la dépendance économique en matière d'importations et d'exportations. La crise économique mondiale de 1929 a plongé le pays dans une longue période de morosité.

Sur le plan de la politique intérieure, le climat particulièrement tendu après la Grève générale de 1918 a été marqué par l'opposition entre les partis bourgeois et le parti socialiste. Il faudra attendre les années 1930 pour assister à un rapprochement sous le coup d'une menace provenant de l'étranger. En 1943, l'obtention d'un siège au Conseil fédéral par le socialiste Ernst Nobs en 1943 a fini par sceller la cohésion au sein du pays.

### La Suisse à la veille de la Première Guerre mondiale



*«Helvetia» et «Argentina»: fête du 1<sup>er</sup> août (fête nationale suisse) à Baradero, Argentine, 1907. © Musée historique Lausanne*

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, la Suisse a encore connu une croissance économique particulièrement vigoureuse, au point de doubler la valeur de ses exportations entre 1887 et 1912. Avant la Première Guerre mondiale, un tiers de la population suisse a tiré son revenu directement ou indirectement du commerce extérieur. Si l'on considère le PIB par habitant, la Suisse était alors le plus grand exportateur de machines au monde et figurait même parfois en tête du classement des nations exportatrices devant la Grande-Bretagne et l'Allemagne.

Employant près d'un actif sur deux en 1900, toutes branches confondues, c'est l'industrie du textile (vêtements et tissus) qui a prédominé à l'époque.

Si l'émigration s'est poursuivie à un rythme soutenu (50'000 entre 1900 et 1910), le bilan migratoire est néanmoins resté positif, car de nombreux étrangers ont trouvé du travail en Suisse, souvent dans le secteur de la construction. En comparaison européenne, la Suisse présentait la plus forte proportion de travailleurs étrangers en 1914 avec un taux avoisinant 15%.

### **La Première Guerre mondiale (1914-1918)**

Du fait de sa neutralité, la Suisse a été épargnée par le conflit de la Première Guerre mondiale (1914-1918), mais son armée a néanmoins été mobilisée et placée sous les ordres du général Ulrich Wille. Les dissensions qui sont apparues entre la Suisse romande, qui se montrait favorable à l'Entente France-Grande-Bretagne et ses alliés, et la Suisse alémanique, qui sympathisait avec les Empires centraux d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie ont fait naître des tensions entre les deux régions linguistiques. La cohésion nationale a alors été maintes fois mise à l'épreuve avec différentes affaires contraires au principe de neutralité, favorables à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie et impliquant d'éminents représentants politiques et militaires.

On a aussi assisté à une montée des troubles sociaux. Pendant la guerre, les hommes ont dû servir plusieurs centaines de jours sous les drapeaux pour assurer la protection de leurs frontières. Ils ne touchaient qu'une maigre solde et aucune compensation pour la perte de salaire, sur fond d'un doublement des loyers et du prix des denrées alimentaires de base en raison des difficultés d'approvisionnement. Dans le même temps, le recours à la planche à billets pour financer le coût de la mobilisation a généré une flambée de l'inflation et une dévalorisation de l'épargne.

### **La grève générale (1918)**

Les difficultés conjoncturelles vers la fin de la guerre ont surtout pesé sur la classe ouvrière. En novembre 1918, la situation est devenue de plus en plus tendue, comme en Allemagne ou dans d'autres pays européens.

Un appel à la grève générale a été lancé, auquel ont répondu plus d'un quart de million d'ouvriers et d'ouvrières. Le Conseil fédéral a envoyé des soldats pour interrompre la grève. Si les hostilités n'ont fait que quatre victimes, l'épidémie de grippe espagnole a décimé les troupes mobilisées qui ont totalisé près de 3000 morts. La grande proportion de personnes originaires des zones rurales dans les troupes armées expliquait en partie la création d'une opposition durable entre les paysans et les ouvriers.

Certaines revendications formulées lors de la grève générale ont été rapidement appliquées, à l'instar du renouvellement du Conseil national selon le système proportionnel et l'introduction de la semaine de 48 heures. Le droit de vote pour les femmes et l'assurance vieillesse et survivants par exemple seraient néanmoins introduits bien plus tard.

### **L'entre-deux guerres (1918-1939)**

En 1918, une initiative populaire a été à l'origine de l'introduction du système proportionnel pour les élections au Conseil national. Conséquence de ce nouveau système: la majorité radicale a été brisée, le parti radical-démocratique perdant en effet deux cinquièmes de ses sièges au Conseil national et la majorité absolue au Parlement en 1919.

Ce système proportionnel a profité avant tout aux socialistes et au nouveau parti des paysans, artisans et bourgeois (PAB). Malgré l'obtention d'une majorité au Parlement, les socialistes n'ont pas pu entrer au

gouvernement, car ils se sont opposés à l'armée après la grève générale et étaient soupçonnés d'être des «internationalistes» désireux de fomenter une révolution communiste comme en Union soviétique.

Un bloc bourgeois s'est formé afin de s'y opposer: les radicaux qui disposaient de la majorité au Conseil fédéral ont formé une coalition gouvernementale avec l'entrée d'un deuxième catholique-conservateur en 1919 et d'un représentant du PAB en 1929.

Le Parti socialiste a utilisé par la suite le droit d'initiative et de référendum pour attirer l'attention sur les intérêts de la classe ouvrière. Se trouvant principalement dans les centres industriels et les grandes villes, ainsi que dans certains cantons, ce mouvement prônant la politique de confrontation et la lutte des classes a peu à peu évolué en un parti réformateur, notamment lors de la scission avec son aile gauche qui a décidé en 1921 de créer le Parti communiste suisse.

## L'économie



Formation de maçon pour chômeurs en 1932. © Musée national suisse de Zurich

La crise économique mondiale de 1929 à 1936 a eu de graves répercussions en Suisse, déjà ébranlée par une première crise qui avait fait son apparition au début des années 1920. Les retombées ont été considérables avec un effondrement de la valeur des exportations de l'ordre d'1 tiers et une hausse du chômage de 0,4% en 1929 et même de 4,8% au plus fort de la crise en 1936. Ainsi, la Suisse comptait 8000 chômeurs en 1929 et 93'000 en 1936.

L'industrie textile ne se relèvera jamais. Les grandes banques ont également été en proie à de graves difficultés, avec une chute de 50% de leur bilan en 1936. Le maintien d'une politique déflationniste par le Conseil fédéral et la Banque nationale a largement contribué à la durée de la crise, avant que le gouvernement ne finisse par se résoudre à dévaluer le franc suisse de 30% en 1936.

## La politique extérieure

Afin d'éviter les guerres à l'avenir, les puissances victorieuses de la Première Guerre mondiale ont fondé la Société des Nations basée à Genève en 1920. La même année, l'entrée de la Suisse dans cette organisation supranationale a été acceptée avec une faible majorité lors d'une votation populaire. La Société des Nations a alors accordé à la Suisse la «neutralité différentielle», selon laquelle elle devait participer aux sanctions économiques mais était dispensée des sanctions militaires.

Lors de la votation populaire, il a surtout été reproché à la Société des Nations son refus de voir les puissances centrales d'Allemagne et d'Autriche (tout d'abord) y adhérer. L'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) fondée en 1917 n'était pas non plus représentée au sein de la Société des Nations. La Suisse s'était fortement opposée à son adhésion et n'a entretenu aucune relation diplomatique avec Moscou jusqu'en 1944. L'URSS a néanmoins fait son entrée dans la SDN en 1934.

Le Conseil fédéral et une grande partie de la population ont été bien plus critiques envers le communisme qu'envers le fascisme établi en Italie en 1922 sous Mussolini. La politique extérieure suisse sous le conseiller fédéral Giuseppe Motta a considérablement dédramatisé les craintes de la Suisse rhéto-romane des années 1930 vis-à-vis de l'Italie qui réclamait l'annexion des vallées des Alpes du Sud (irrédentisme). La

Suisse a ainsi renoncé en 1936 à une condamnation et à de sérieuses sanctions, comme l'exigeait la Société des Nations, lors de la conquête de l'Abyssinie (qui deviendra plus tard l'Ethiopie) par les Italiens.

## **Le «Printemps des fronts»**

En 1933, alors que les nationaux-socialistes se sont emparés du pouvoir en Allemagne, plusieurs mouvements de droite appelés «fronts» ont également surgi en Suisse. Ils ont trouvé leurs partisans dans les classes moyennes et paysannes et étaient souvent menés par de jeunes universitaires. Ces fronts partageaient une idéologie dans la lignée des modèles allemand et italien qui se basait sur les points suivants:

### Autocratie

Les frontistes prônaient un régime autoritaire qui aurait aboli la démocratie parlementaire, taxée de corrompue et d'inefficace.

### Corporatisme

Le capitalisme devait être remplacé par le corporatisme. Les employeurs et les employés devaient travailler ensemble dans des corporations et résoudre ainsi leurs problèmes.

### Nationalisme

Les frontistes étaient totalement nationalistes et chauvinistes. Ils refusaient tout ce qui était «international» (comme le communisme, la franc-Maçonnerie, le pacifisme, le judaïsme, etc.).

Au début, certains bourgeois y ont vu des alliés dans leur lutte contre le communisme et le socialisme. Mais les frontistes n'ont jamais pu compter sur un large soutien de la population, leur approche nationale-socialiste raciste et le concept d'autorité centrale de type Troisième Reich allant à l'encontre du système suisse et de l'autonomie des communes, du fédéralisme et de la pluralité linguistique. En définitive, ils n'ont à aucun moment réussi à faire élire l'un de leurs partisans au Conseil national.

Les frontistes et d'autres groupes de droite ont demandé une révision de la Constitution fédérale dans un sens corporatiste par le biais d'une initiative populaire qui sera rejetée par plus de 70% des votants en 1935. Ils ont néanmoins obtenu de bons résultats dans certains cantons catholiques conservateurs.

## **Défense spirituelle**

Face à la menace politique et militaire exercée par l'expansion du Troisième Reich, les grands partis suisses et les cercles influents de la société ont vaincu leurs différences idéologiques pour se rapprocher au sein de la «défense spirituelle». En 1935, les socialistes ont reconnu la nécessité d'une défense nationale militaire et d'une solution pacifique pour régler les conflits d'intérêts entre les partenaires sociaux au lieu d'une lutte des classes, à l'instar par exemple de la convention de paix du travail signée en 1937 par syndicat et patronat de la métallurgie et des machines. En contrepartie, les bourgeois ont accordé aux socialistes le statut de parti d'opposition démocratique de gauche. Le succès de la votation populaire de 1938 sur la réforme des finances fédérales a pour la première fois concrétisé la capacité d'entente d'une large coalition de partis et d'associations.

La défense spirituelle du pays reposait, selon les partis, sur différents principes, et affichait également des traits antidémocratiques et antiparlementaires. Tous ses partisans étaient cependant convaincus de la nécessité absolue de défendre l'indépendance de la Suisse contre les deux états totalitaires voisins (Italie et Allemagne). Il s'agissait de maintenir éloigné le «non-suisse» et de combattre l'idéologie nazie et ses concepts phares de «peuple», «race», «sang» et culte du Führer.

Le romanche a été reconnu en 1938 comme quatrième langue nationale en réponse aux revendications territoriales de l'Italie fasciste («irrédundantisme») et pour renforcer la pluralité linguistique.

## Le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale



Construction de lignes d'obstacles antichar dans les années 1940. Les dents de dragons édifiées sont surnommées «Toblerones» du fait de la ressemblance des blocs avec le fameux chocolat suisse. © Theo Frey / Archives fédérales suisses, Berne

Avant et pendant la Seconde Guerre mondiale, la Suisse a eu pour but de préserver son indépendance et de rester à l'écart du conflit.

Pendant les années 1930, la Suisse avait d'ores et déjà augmenté le budget de la Défense, intensifié la formation des soldats et l'armement des troupes (deux aspects longtemps négligés) et pris des mesures en matière de construction afin d'assurer la défense du pays.

Dès le début du conflit, le 1<sup>er</sup> septembre 1939, la Suisse a décrété la mobilisation générale qui a concerné 430'000 militaires et 200'000 complémentaires. L'Assemblée fédérale a nommé le Vaudois Henri Guisan général de l'armée suisse et lui en a ainsi confié le commandement.

La Suisse a initialement organisé sa défense nationale pour parer à une attaque de la France par les Allemands cherchant à contourner la ligne Maginot par le sud. Une ligne de défense a ainsi été mise en place. Les positions défensives ont alors été principalement érigées en 1939 à la frontière nord, le long de la ligne de la Limmat.

## Le repli dans le réduit national



Salle d'opération dans un hôpital militaire vers 1940. © Theo Frey / Archives fédérales suisses, Berne

Après la surprenante défaite éclair de la France en juin 1940, la Suisse s'est retrouvée dans une position difficile, car elle était désormais complètement encerclée par les forces de l'Axe allemandes et italiennes, à l'exception d'une petite zone à Genève en regard de la frontière avec la France de Vichy.

Lors de la campagne de France, les Forces aériennes suisses se sont retrouvées mêlées à certaines attaques aériennes avec des avions allemands qui ont entraîné des pertes matérielles et humaines. Le général Guisan a alors ordonné d'éviter le combat pour ne pas provoquer inutilement Hitler. En 1940 et à la fin de la guerre, la

Suisse a été victime de bombardements alliés accidentels. Le cas le plus grave s'est produit à Schaffhouse le 1<sup>er</sup> avril 1944, lors d'une attaque aérienne américaine qui a fait quarante victimes.

Après la victoire de l'Allemagne sur la France au cours de l'été 1940, la plupart des Suisses étaient désorientés et découragés. Le Conseil fédéral, représenté par le président de la Confédération Marcel Pilet-Golaz, s'est alors adressé au peuple lors d'une allocution radiodiffusée controversée dans laquelle il a proclamé qu'il n'était pas exclu que «chez nous comme ailleurs, certaines formes de notre vie nationale doivent être adaptées aux circonstances nouvelles».

Le discours tenu le 25 juillet 1940 sur la prairie du Grütli par le général Guisan devant ses officiers supérieurs avait pour but d'expliquer le repli dans le réduit national: le gros de l'armée devait se replier dans les Alpes et renoncer à défendre le plateau abritant la majeure partie de la population suisse. Il s'agissait d'assurer le trafic de marchandises à travers les Alpes, important pour les forces de l'Axe, en échange de la tranquillité de la Suisse. En cas d'attaque, l'armée suisse aurait interrompu durablement les voies de communication entre l'Allemagne et l'Italie.

Le repli dans le réduit et le déplacement du conflit vers le Sud et l'Est de l'Europe ont permis de démobiliser une partie des troupes afin de rendre à l'économie la main d'œuvre qui lui manquait.

## Le quotidien pendant la Guerre mondiale



«Fermé jusqu'au 3 juillet pour cause de service actif». Pendant la guerre, les hommes suisses ont dû servir sous les drapeaux (service actif) pendant plusieurs semaines dans le cadre d'un système de relève, soit en moyenne 800 jours par soldat. © Archives fédérales suisses, Berne



Carte de ravitaillement pour la farine et les matières grasses. Le système de rationnement des denrées alimentaires a débuté le 30 octobre 1939 et ne sera définitivement supprimé qu'en juillet 1948.

Avant même le début de la guerre, la population a été invitée à faire des provisions et à aménager des abris en cas d'attaques aériennes. Grâce au Plan Wahlen, les surfaces labourées, dédiées notamment à la culture des pommes de terre, ont pu être quasiment doublées, si bien que la Suisse a réussi à améliorer son degré d'autosuffisance de 52 à 59%. Le système de rationnement et la surveillance des prix ont également permis à la population suisse de ne connaître ni pénurie ni poussée inflationniste comme cela avait pu être le cas lors de la Première Guerre mondiale.

De plus, contrairement à 1914-1918, les soldats servant sous les drapeaux pendant la Seconde Guerre mondiale ont perçu une allocation pour perte de gain. Le financement basé sur un prélèvement sur le salaire a servi de base au modèle de la future assurance vieillesse et survivants (AVS).

Le Conseil fédéral s'est fait attribuer les pleins pouvoirs, sans pour autant que le système parlementaire ne soit fondamentalement restreint. Cette mesure n'a eu aucune incidence sur les votations populaires et élections. En 1943, le Conseil national a pour la première fois été élu selon un système de rotation.

La majorité de la population a condamné l'idéologie du national-socialisme et du fascisme ainsi que le Troisième Reich. En 1939, le mouvement le plus proche du parti nazi, le Front national, comptait quelque 2300 membres. Il a été interdit en 1940, au même titre que le parti communiste ainsi que d'autres organisations fascistes.

Presque tous les journaux suisses – en particulier de langue allemande – se sont montrés favorables aux Alliés si bien qu'ils ont été interdits en Allemagne peu après l'arrivée au pouvoir d'Hitler. Pendant la guerre, les journaux ont adopté un ton assez prudent pour éviter de tomber sous le coup de la censure répressive (après publication) à cause d'articles susceptibles de détériorer encore davantage les relations tendues avec l'Allemagne.

La radio suisse a diffusé les chroniques hebdomadaires de Jean-Rodolphe de Salis (en allemand) et de René Payot (en français), qui étaient également très écoutées des auditeurs dans l'Europe occupée. Parfaitement objectifs dans leur analyse des conflits, ces deux chroniqueurs ont eu une grande influence sur l'opinion.

*«On a abusé en Suisse du mot de neutralité; on est en train de faire une idole d'une notion abstraite qu'on substitue à tort à la notion fraîche et vivante d'indépendance. Si jamais nous sommes menacés, nous ne nous battons pas pour demeurer neutres, mais bien pour rester libres...».*

*René Payot, (1894-1970) à Radio Genève, le 1<sup>er</sup> janvier 1940*

## L'économie suisse



*Transport de bois en montagne, 1940. © Theo Frey / Archives fédérales suisses, Berne*

Avant la guerre, l'Allemagne était l'un des principaux partenaires commerciaux de la Suisse, bien que la crise économique et le contrôle des devises aient quelque peu freiné les échanges entre les deux pays. Dans les années 1939-1944, les exportations vers l'Allemagne ont fortement augmenté. Les relations commerciales avec les Alliés ont été rendues plus difficiles à cause des forces de l'Axe qui ont entièrement cerné la Suisse si bien que les échanges ont à peine représenté un tiers du commerce avec le Troisième Reich. De 1940 à 1942, 45% de tous les produits exportés étaient destinés à l'Allemagne et à l'Italie. Il s'agissait essentiellement de machines (outils), moteurs, autres produits en fer et en acier, instruments de précision, véhicules et de produits chimiques. Mais la Suisse leur a également livré du matériel de guerre directement utilisable.

La Convention de La Haye de 1907 autorise les entreprises de pays neutres à commercer librement avec les partis en conflit et, partant, à exporter des armes exclusivement issues de production privée. Or, dans le seul but d'assurer l'approvisionnement du pays et d'améliorer l'emploi, la Suisse a également livré des armes fabriquées par des entreprises publiques et subventionné les exportations d'armes qu'elle a dû garantir pour

un montant final supérieur à 1,1 milliard de francs (crédit de clearing) conformément aux négociations bilatérales avec le Troisième Reich.

Produisant peu de matières premières, la Suisse a dû les importer auprès des forces de l'Axe qui contrôlaient toutes les voies de communication. Elle leur a notamment acheté du charbon, du fer, des combustibles, des semences et des matières premières pour les usines, ainsi que des produits alimentaires. L'exportation par l'Allemagne et l'Italie s'est néanmoins faite au prix de concessions pour la Suisse. Ainsi, le trafic de transit a continué d'être assuré par la ligne ferroviaire transalpine reliant l'Allemagne à l'Italie. De même, la Banque nationale suisse a acheté de l'or à la Reichsbank allemande, même si la Direction savait que les allemands lui fournissaient l'or préalablement volé dans les banques centrales des pays occupés (le fameux «or nazi»).

*«Les Suisses travaillent six jours par semaine pour l'Allemagne de Hitler et prient le septième pour la victoire des Alliés».  
Plaisanterie suisse pendant la guerre*

## La politique des réfugiés (1933-1945)



*Réfugiés de France dans un centre d'accueil situé dans le Jura, 1940. © Theo Frey / Archives fédérales suisses, Berne*

Après l'arrivée au pouvoir des nazis, près de 2000 réfugiés (essentiellement des Juifs et des opposants politiques) ont fui l'Allemagne pour la Suisse jusqu'à l'automne 1933. Fin 1938, après l'annexion de l'Autriche, ils étaient au nombre de 10'000. Compte tenu des difficultés conjoncturelles, de nombreux Suisses y voyaient d'éventuels concurrents sur le marché du travail. L'hébergement et l'assistance aux réfugiés ont été assurés par les communautés voisines, généralement des organisations juives ou des organismes de la classe ouvrière.

En 1938, au terme de négociations menées avec l'Allemagne et malgré l'opposition de Heinrich Rothmund, directeur de la division de la police du Département de justice et police, le Conseil fédéral a accepté que soit apposé un tampon distinctif «J» sur les passeports des Juifs allemands, car cela permettait de les distinguer plus facilement au point-frontière. Heinrich Rothmund, ainsi que le gouvernement et de nombreux citoyens, étaient de l'avis qu'il fallait éviter une arrivée en masse de réfugiés incapables, selon eux, de s'adapter au mode de vie suisse. Il a dans le même temps condamné la façon barbare dont les nazis traitaient leur population juive.

En juin 1940, de nombreux soldats français et polonais ont franchi la frontière dans le Jura après avoir été chassés par les forces allemandes. Selon la Convention de La Haye, les soldats de toutes les parties en guerre, qui pour une raison ou une autre, s'étaient réfugiés dans un pays neutre, devaient y être internés aux frais de leur pays d'origine. Ces soldats internés ont le plus souvent été utilisés comme main d'œuvre dans l'agriculture ou la construction. Au total, plus de 100'000 soldats ont ainsi trouvé refuge temporairement en Suisse.

La Suisse a aussi hébergé provisoirement plus de 180'000 civils, dont près de 55'000 réfugiés adultes (environ 50% étant juifs), quelque 60'000 enfants en séjour de convalescence et plus de 66'000 réfugiés de frontière.

Le Juif allemand Gerhart Riegner, qui s'est réfugié en Suisse en 1933, a été l'un des premiers en 1942 à informer, de Genève, la communauté internationale du génocide envisagé par les nazis.

En août 1942, dès que l'Allemagne nazie a commencé à déporter les Juifs d'Europe occidentale dans les camps de concentration, la Suisse a décidé de fermer ses frontières: «Ne sont pas considérées comme réfugiées politiques les personnes dont les motifs ne se fondent que sur leur appartenance à une race, les Juifs par exemple». Cette mesure a donné lieu à des critiques, notamment de représentants de l'Eglise, et à un débat parlementaire si bien que le gouvernement a été obligé de modérer un peu sa décision (les malades, les femmes enceintes, les personnes de plus de 65 ans, les enfants de moins de 16 ans voyageant seuls, les parents accompagnés d'enfants de moins de 6 ans et les personnes disposant de parents proches en Suisse n'avaient pas le droit d'être refoulés). D'après les estimations, près de 20'000 réfugiés juifs n'ont pas été admis à la frontière et quelque 10'000 demandes de visa ont été refusées durant la guerre.

Même lorsque les réfugiés ont été pris en charge par la Confédération, l'aide qui leur a été prodiguée émanait en grande partie d'organisations religieuses ou humanitaires. De nombreux Suisses se sont activement engagés en faveur des réfugiés, s'opposant même parfois à la politique, comme le capitaine de police de Saint-Gall Paul Grüninger dès 1938 (ce qui lui a d'ailleurs valu une mise à pied) ou encore Gertrud Kurz, appelée la «mère des réfugiés» et le vice-consul suisse à Budapest Carl Lutz.

L'attitude de la Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale compte malgré tout différentes zones d'ombres: livraisons d'armes aux nazis, achat d'or nazi ou politique des réfugiés. Par ailleurs, au lendemain de la guerre, les banques ne se sont guère empressées de restituer les avoirs des victimes de l'holocauste aux éventuels héritiers; souvent, elles auraient même fixé des exigences administratives pour compliquer encore la procédure.

Si ces problèmes étaient connus, ils n'ont guère été abordés en Suisse avant 1996, où ils ont suscité un vif intérêt sur la scène internationale. Il a alors été reproché à la Suisse d'avoir prolongé la guerre en livrant du matériel militaire à l'Allemagne. Pour clarifier de telles accusations, le Conseil fédéral a mis sur pied une commission dirigée par l'historien Jean-François Bergier. Dans son rapport publié en 2002, la commission a conclu que la Suisse avait accueilli de nombreux réfugiés, juifs ou non, pendant la Seconde Guerre mondiale. Selon ce même rapport, elle aurait aussi refusé l'entrée sur le territoire à de nombreux réfugiés, voire même livré certains Juifs directement à l'Allemagne.